

Repenser la propriété

Sylvette Denèfle (dir.)

2016

Presses universitaires de Rennes

www.pur-editions.fr

LE DROIT de propriété, droit constitutionnel fondamental dans la tradition républicaine française, assure la liberté à laquelle tout un chacun aspire, fonde la dynamique économique capitaliste et structure profondément les territoires. La propriété privée du logement est, quant à elle, associée à la citoyenneté, à l'identité locale et nationale, à la position sociale, à la vie familiale et reste une ambition sociale très largement partagée.

Pourtant aujourd'hui, les contre-performances du système capitaliste perceptibles dans les crises financières et boursières, dans l'augmentation des inégalités, dans les dégradations des conditions de l'emploi, dans les risques technologiques en matière de santé ou d'environnement, dans les conflits migratoires, etc. amènent les populations, notamment les plus scolarisées, à douter du modèle de progrès qui a fondé les démocraties libérales.

À l'heure actuelle, des particuliers, des collectifs, des groupes d'habitants et/ou de militants, de tous âges, souhaitent vivre autrement, habiter autrement, s'inscrire dans des logiques de partage et de solidarité dont ils ont le sentiment qu'elles peuvent réguler les excès d'une économie financiarisée et globalisante et améliorer les modes de vie.

Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter présente ces évolutions récentes qui renouvellent le rapport à la propriété du logement et génèrent le développement d'un modèle de société solidaire, écologique et collective opposé à celui de la société individualiste et techniciste du xx^e siècle.